

N° 322

SÉNAT

SESSION ORDINAIRE DE 2010-2011

Enregistré à la Présidence du Sénat le 23 février 2011

PROJET DE LOI

autorisant la ratification du traité entre la République française et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du nord relatif à des installations radiographiques et hydrodynamiques communes,

PRÉSENTÉ

au nom de M. François FILLON,

Premier ministre

Par Mme Michèle ALLIOT-MARIE,

ministre d'État, ministre des affaires étrangères et européennes

(Envoyé à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sous réserve de la constitution éventuelle d'une commission spéciale dans les conditions prévues par le Règlement.)

EXPOSÉ DES MOTIFS

Mesdames, Messieurs,

I. - Contexte

À l'occasion du 31^e sommet franco-britannique, le Président de la République et le Premier Ministre britannique ont signé un traité de défense et de sécurité, destiné à approfondir dans le long terme la coopération bilatérale entre nos forces armées : déploiement conjoint, partage et mutualisation de matériels et d'équipements, procédures d'acquisition en concertation, construction d'installations communes, accès mutuel à nos marchés de défense, coopération industrielle et technologique.

La France et le Royaume-Uni sont des partenaires naturels en matière de défense. Tous deux membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies et États dotés d'armes nucléaires reconnus par le traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), ils représentent les principaux budgets de défense et de recherche-développement d'Europe et sont engagés côte à côte dans les plus importantes opérations extérieures (Afghanistan, piraterie en Somalie, Balkans, Liban). Ils sont enfin membres de l'Alliance atlantique et partenaires dans la défense européenne.

La conclusion d'un traité de défense et de sécurité avec le Royaume-Uni prolonge et concrétise la démarche engagée par le Président de la République depuis 2007 : l'importance de la coopération européenne mise en exergue par le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale de 2008, qui identifie les priorités stratégiques et militaires ; le rapprochement avec le Royaume-Uni depuis la visite d'état de mars 2008, avec l'accent mis sur la coopération en matière de défense ; la priorité assignée au développement des capacités militaires européennes par la présidence française du Conseil de l'Union européenne au deuxième semestre 2008.

II. - Présentation générale

Cet approfondissement de la coopération bilatérale franco-britannique en matière de défense et de sécurité a trouvé une première illustration concrète dans le domaine des technologies liées aux arsenaux nucléaires avec la signature, lors du même sommet, du traité relatif à des installations radiographiques et hydrodynamiques communes.

Dans le cadre de ce traité spécifique, conclu pour cinquante ans, la coopération franco-britannique vise à construire et exploiter conjointement une installation de physique expérimentale, dénommée EPURE, située à Valduc, en Bourgogne. L'objectif sera de mettre en œuvre des expériences de laboratoire indispensables à la garantie du fonctionnement des armes nucléaires et à leur sûreté. Cette installation de pointe, rassemblant des technologies expérimentales françaises et britanniques, permettra de caractériser, avec la plus grande précision, le comportement de matériaux, dans des circonstances de température et de pression extrêmes. Ces expériences contribueront à garantir la fiabilité, la sécurité et la sûreté à long terme des arsenaux nucléaires. Cette installation fera partie du programme français de simulation, qui comprend la simulation numérique et le Laser Mégajoule. Elle sera complètement achevée en 2022. Elle s'appuiera en outre sur un Centre de développement technologique commun qui sera construit à Aldermaston, au Royaume-Uni. Ce centre sera également exploité conjointement.

Les expériences seront évidemment conduites dans le respect des engagements internationaux des deux pays, qui ont ratifié le traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE) et coopèrent pour en promouvoir l'entrée en vigueur et l'universalisation. Compte tenu de leurs obligations en vertu de ce traité, qui interdit toute explosion expérimentale d'arme nucléaire ou autre explosion nucléaire, les deux pays doivent se doter de telles installations de simulation pour garantir la pérennité et l'efficacité de leur dissuasion respective. Dans le cadre des expériences menées, il ne sera produit aucun dégagement d'énergie nucléaire.

Cette coopération se déroulera dans le strict respect de l'indépendance des dissuasions respectives des deux pays. Elle contribuera par ailleurs au renforcement des capacités de défense européennes, de l'Union Européenne comme de l'OTAN.

Ce traité représente une importante source d'économies pour les deux pays, qui ont décidé de partager équitablement les coûts de construction, d'exploitation, pendant plusieurs dizaines d'années, et de démantèlement de l'installation commune. Chaque pays conservera en revanche la propriété et la responsabilité des produits testés et des sous-produits générés. L'utilisation conjointe des installations n'impliquera pas le partage des travaux menés.

EPURE permettra en outre aux scientifiques et experts des deux pays de partager leur expérience en matière de technologies de mesure et de mise en œuvre des expérimentations. Elle créera un climat de confiance

entre les équipes propice au débat scientifique et à l'émulation, permettant de préserver, sur le long terme, la qualité et la motivation des scientifiques qui ont la charge de la garantie des armes sans essais nucléaires. L'installation est toutefois conçue pour permettre à chacun des deux pays de conserver pour chaque expérience la pleine souveraineté des mesures acquises.

Une telle coopération dans un domaine aussi sensible que le nucléaire militaire manifeste l'exceptionnel degré de confiance obtenu entre les deux pays. Elle permettra d'aller plus loin dans tous les autres domaines.

III. - Dispositions de l'accord

L'article 1^{er} prévoit une coopération générale, notamment par l'échange d'informations classifiées, dans les domaines de la sûreté et de la sécurité des armes nucléaires, de la simulation pour la garantie des armes et de la lutte contre le terrorisme nucléaire ou radiologique.

Il prévoit en outre la construction et l'exploitation conjointes d'une installation radiographique et hydrodynamique en France, dénommée EPURE, ainsi qu'une coopération à un programme commun de technologies radiographiques et de diagnostic au sein d'une installation commune au Royaume-Uni, dénommée le Centre de développement technologique TEUTATES (TDC).

Il prévoit enfin que d'autres programmes pourront faire l'objet d'accords distincts en tant que de besoin.

L'article 2 détermine les lieux et les modalités de construction et d'exploitation des installations. Des arrangements détaillés distincts seront finalisés d'ici le 31 mars 2011.

L'article 2 prévoit que chaque partie peut réaliser de manière indépendante dans l'installation EPURE les essais hydrodynamiques nécessaires à ses programmes nationaux. Il dispose également que l'installation TDC permet aux parties d'engager des travaux de développement des technologies relatives aux équipements radiographiques utilisées dans l'installation EPURE.

L'article 2 précise que les deux installations seront conçues pour garantir la sécurité des informations et des opérations nationales propres à chaque partie.

L'article 2 prévoit enfin des « arrangements détaillés » pour ce qui concerne les aspects techniques, financiers, administratifs et de sécurité, notamment pour ce qui concerne les coûts de démantèlement.

L'**article 3** désigne les points de contact du programme, dont il prévoit des rencontres régulières : le directeur des applications militaires au CEA pour la France et le Chief Scientific Advisor du ministère de la défense pour le Royaume-Uni.

L'**article 4** détaille le programme de construction des installations EPURE et TDC, avec un calendrier des réalisations. EPURE sera achevée en 2022 et TDC d'ici 2014.

L'**article 5** fixe la conception et les caractéristiques opérationnelles des installations. Il prévoit un accès garanti et sans entrave pendant cinquante ans de chaque partie à l'installation située sur le territoire de l'autre partie. Il prévoit également que chaque partie réalise tous les essais nécessaires à l'appui de son programme national sans surveillance de la part de l'autre partie. L'installation EPURE comprend deux zones nationales accessibles uniquement au personnel national. L'installation TDC comprend des zones communes mais peut exceptionnellement être configurée pour des travaux exclusivement nationaux.

L'**article 6** prévoit un partage équitable entre les parties de tous les coûts et bénéfices résultant de leur participation au programme. Il fixe également la répartition des coûts liés à la conception, à la construction, à l'exploitation et au démantèlement des installations.

L'**article 7** prévoit que des arrangements couvriront les conditions d'emploi applicables au personnel, qui en principe restera soumis au droit du travail de sa nationalité.

L'**article 8** définit le régime de sûreté des installations.

L'**article 9** prévoit que les dispositions du traité n'affectent pas les droits et obligations des parties en vertu d'autres accords nucléaires auxquels elles sont parties.

L'**article 10** prévoit que les déchets provenant des expériences demeurent la propriété et la responsabilité du pays d'origine.

L'**article 11** définit le régime de sûreté et de responsabilité applicable au transport aérien des composants des systèmes à expérimenter entre les bases françaises et britanniques.

L'**article 12** prévoit que les parties concluent des arrangements en vue de l'échange d'informations, notamment classifiées.

L'**article 13** définit le régime de responsabilité en cas de blessure ou de dommage causé à des biens.

L'**article 14** dispose que les entreprises françaises, britanniques et européennes bénéficient des mêmes possibilités de soumissionner à tous les contrats liés aux installations.

L'**article 15** prévoit l'utilisation du français et de l'anglais comme langues communes des installations communes, ayant la même valeur.

L'**article 16** prévoit un dispositif de règlement des différends.

L'**article 17** prévoit que le traité reste en vigueur pendant tout le cycle de vie des installations, qui est de cinquante ans ou au-delà à une date convenue par les parties.

L'**article 18** prévoit les modalités de retrait ou de dénonciation du traité.

L'**article 19** prévoit que le traité peut être amendé à tout moment par écrit d'un commun accord entre les parties.

Telles sont les principales observations qu'appelle le traité entre la République française et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du nord relatif à des installations radiographiques et hydrodynamiques communes qui, comportant des dispositions de nature législative, est soumis au Parlement en vertu de l'article 53 de la Constitution.

PROJET DE LOI

Le Premier ministre,

Sur le rapport de la ministre des affaires étrangères et européennes,

Vu l'article 39 de la Constitution,

Décète :

Le présent projet de loi autorisant la ratification du traité entre la République française et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du nord relatif à des installations radiographiques et hydrodynamiques communes, délibéré en Conseil des ministres après avis du Conseil d'État, sera présenté au Sénat par la ministre des affaires étrangères et européennes, qui sera chargée d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

Article unique

Est autorisée la ratification du traité entre la République française et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du nord relatif à des installations radiographiques et hydrodynamiques communes, signé à Londres le 2 novembre 2010, et dont le texte est annexé à la présente loi.

Fait à Paris, le 23 février 2011

Signé : FRANÇOIS FILLON

Par le Premier ministre :

La ministre d'État, ministre des affaires étrangères et européennes,

Signé : MICHÈLE ALLIOT-MARIE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère des affaires étrangères
et européennes

NOR : MAEJ1103012L

PROJET DE LOI

autorisant la ratification du traité entre la République française et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du nord relatif à des installations radiographiques et hydrodynamiques communes

ETUDE D'IMPACT

I- Situation de référence et objectifs du traité

A l'occasion du 31^{ème} sommet franco-britannique à Londres, le 2 novembre 2010, le Président de la République et le Premier Ministre britannique ont signé un traité de coopération en matière de défense et de sécurité. Dans ce cadre, ils ont également signé un traité relatif à des installations radiographiques et hydrodynamiques communes, dont ce projet de loi vise à autoriser la ratification.

Ce traité spécifique, conclu pour 50 ans, répond à une volonté de coopération franco-britannique dans le domaine des technologies liées aux arsenaux nucléaires. Il prévoit la construction et l'exploitation conjointes d'une installation de physique expérimentale dénommée EPURE (Expérimentations de Physique Utilisant la Radiographie Eclair), située à Valduc en Bourgogne, ainsi que d'un Centre de développement technologique commun situé à Aldermaston, au Royaume-Uni.

Dans ces installations seront mises en œuvre des expériences de laboratoire destinées à modéliser la performance des têtes nucléaires et des équipements associés, afin de garantir la fiabilité, la sécurité et la sûreté à long terme des arsenaux nucléaires.

En effet, la France et le Royaume-Uni ont tous deux ratifié le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE). Ce traité, ouvert à la signature le 24 septembre 1996 à New York et non encore entré en vigueur, interdit toute explosion nucléaire, y compris expérimentale¹. Pour respecter les engagements souscrits, les deux Etats ont donc besoin de disposer d'installations de simulation pour garantir la pérennité et l'efficacité de leur dissuasion. Celles-ci leur permettront de continuer à s'assurer de la fiabilité, du bon fonctionnement et de la sûreté de leurs armes sans réaliser d'essai nucléaire, conformément au TICE.

¹ Pour mémoire, l'article 1^{er} du TICE prévoit :

«1°) Chaque État partie s'engage à ne pas effectuer d'explosion expérimentale d'arme nucléaire ou d'autre explosion nucléaire et à interdire et empêcher toute explosion de cette nature en tout lieu placé sous sa juridiction ou son contrôle.

«2°) Chaque État partie s'engage en outre à s'abstenir de provoquer ou d'encourager l'exécution - ou de participer de quelque manière que ce soit à l'exécution - de toute explosion expérimentale d'arme nucléaire ou de toute autre explosion nucléaire.»

Une analyse conjointe a montré que les besoins techniques et calendaires des deux pays sont très similaires et qu'une installation commune peut les satisfaire simultanément. Cette décision représente une importante source d'économie pour les deux Etats. Elle témoigne de l'exceptionnelle confiance qui existe entre eux. Pour autant, cette coopération se déroulera dans le strict respect de l'indépendance des dissuasions respectives des deux Etats, chacun conservant la propriété et la responsabilité des produits testés et des sous-produits générés. L'utilisation conjointe des installations n'impliquera pas le partage des travaux qui y seront menés.

II- Conséquences estimées de la mise en œuvre de l'accord ou convention

- Conséquences économiques

La France et le Royaume-Uni avaient prévu chacun de leur côté de réaliser une installation de physique expérimentale hydrodynamique pour leur programme de simulation.

Pour la France, cette installation était située dans le centre du Commissariat à l'Energie Atomique et aux Energies Alternatives (CEA) de Valduc, en Côte d'or. Corrélativement, il avait été décidé qu'une installation existante en Champagne-Ardennes fermerait et que le personnel concerné par l'activité de physique expérimentale rejoindrait le centre de Valduc.

Ce scénario ne sera pas affecté par le partage avec le Royaume-Uni de l'installation Épure au CEA-Valduc.

Le chantier de réalisation de l'installation impliquera environ 350 personnes. Les marchés concernés par cette installation sont majoritairement ouverts à la concurrence. Le traité ne devrait pas avoir d'incidence sur ce point.

Lorsque l'installation sera en fonctionnement, l'activité technique du site du CEA sera augmentée et bénéficiera de l'appui de 50 à 100 personnes. Le personnel français sera permanent. Le personnel britannique sera composé pour partie de personnels en séjour de longue durée (de l'ordre de 2 ans, voire plus) et pour partie de personnels en mission pendant quelques semaines.

- Conséquences financières

Le traité prévoit un partage équitable entre les deux Etats du coût d'investissement, du coût d'exploitation et de maintenance ainsi que du coût de démantèlement des installations à terme.

Les économies réalisées par la France sont évaluées à 200 millions € environ sur la période 2015-2020 et à un montant compris entre 200 et 250 millions € après 2020. Cette économie sera bénéfique au budget du ministère chargé de la défense.

- Conséquences sociales

La mise en œuvre du traité impliquera des séjours de longue durée d'une trentaine de ressortissants britanniques en France. Ces séjours seront renouvelés pendant les cinquante années de durée du traité.

Réciproquement, une dizaine de salariés français du Commissariat à l'énergie atomique et aux Energies Alternatives (CEA) séjourneront en longue durée au Royaume-Uni sur le site du Centre de Développement Technologique.

- Conséquences environnementales

Les projets d'installation français et britannique conçus avant le traité prenaient déjà en compte l'impact sur l'environnement. En particulier, les échanges préalables à la signature du traité ont montré que les deux pays faisaient preuve de la même rigueur en ce qui concerne la réduction des rejets et des consommations en eau et en électricité. Le respect des normes environnementales nationales et européennes sera pleinement assuré.

Conformément à l'article 8 de la loi n° 2006-739 du 28 juin 2006 de programme relative à la gestion durable des matières et déchets radioactifs, le retour au Royaume-Uni des substances radioactives utilisées par les Britanniques lors de leurs propres expériences est prévu. Une disposition permet la réciproque pour les déchets qui seraient issus des expériences françaises au Royaume-Uni. Par ailleurs, des dispositions permettent d'assurer la mise en œuvre de l'article 20 de cette même loi, relatif au financement du démantèlement des installations, en posant le principe d'un partage des coûts et en prévoyant le recours à des arrangements financiers d'application.

De même, toutes les exigences françaises en matière de sûreté nucléaire seront respectées. En effet, l'article 2 du traité prévoit la conclusion d'un arrangement de sûreté entre la direction des applications militaires du CEA (CEA/DAM) et le ministère de la défense du Royaume-Uni pour garantir que l'autorité de sûreté nucléaire du Royaume-Uni certifie le respect des normes de sûreté françaises lors des opérations menées par le Royaume-Uni dans l'installation EPURE.

Le partage d'informations dans ce domaine entre Français et Britanniques au sein de l'équipe conjointe de gestion de l'installation ne peut qu'avoir des effets bénéfiques.

- Conséquences juridiques

Conformément à son article 9, le traité n'affecte pas les droits et obligations des deux Parties au regard des autres accords nucléaires auxquelles elles sont parties.

La protection du secret entourant la dissuasion nucléaire française sera assurée par une séparation totale des expériences menées par la partie française et la partie britannique, par l'application des dispositifs de protection du secret de la défense nationale et par la conclusion, pour les informations qui seront échangées aux fins de la coopération prévue par le traité, d'arrangements spécifiques.

L'entrée en vigueur du traité aura lieu le premier jour du deuxième mois qui suit le dépôt du dernier instrument de ratification.

- Conséquences administratives

Le Commissariat à l'énergie atomique et aux Energies Alternatives (CEA) restera l'employeur des Français détachés au Royaume-Uni sur le site du Centre de Recherche Technologique. Le régime français de sécurité sociale leur sera appliqué. La réciproque sera vraie pour les Britanniques qui travailleront dans l'installation Épure. Il conviendra toutefois de traiter les formalités liées aux séjours de longue durée des ressortissants britanniques.

III – Historique des négociations

Des discussions préliminaires ont eu lieu pendant plusieurs mois entre le Ministère de la Défense du Royaume-Uni et le CEA (Direction des Applications Militaires) pour la partie française. Les aspects techniques et opérationnels abordés ont montré une convergence entre les points de vue français et britanniques sur l'installation Épure. La négociation proprement dite a commencé dès l'installation du nouveau gouvernement britannique. Le volet financier et les aspects organisationnels ont été examinés. Il a également été vérifié que les questions techniques avaient reçu une réponse positive ou pourraient être résolues en temps utile par les organismes communs de conduite de projet.

IV – Etat des signatures et ratifications

Le traité a été signé par les deux Parties le 2 novembre 2010. Le Royaume-Uni a achevé son processus de ratification en début d'année 2011.

V - Déclarations ou réserves

Sans objet.

TRAITÉ

entre la République française

et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne

et d'Irlande du Nord

relatif à des installations radiographiques

et hydrodynamiques communes,

signé à Londres, le 2 novembre 2010

T R A I T É
entre la République française
et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord
relatif à des installations radiographiques
et hydrodynamiques communes

La République française et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, ci-après désignés « les Parties »,

Conscients de leurs intérêts de défense communs et de l'importance de la dissuasion nucléaire, qui est un élément clé de leurs stratégies de défense nationales et alliées, et ayant à l'esprit qu'ils n'envisagent pas de situation dans laquelle les intérêts vitaux de l'une des Parties pourraient être menacés sans que ceux de l'autre le soient aussi,

Déterminés à ne maintenir qu'une capacité nucléaire minimale crédible, cohérente avec le contexte stratégique et de sécurité de leurs engagements en vertu de l'article 5 du Traité de l'Atlantique Nord, signé à Washington le 4 avril 1949, et considérant que leurs forces nucléaires contribuent à la sécurité de l'Europe dans son ensemble,

Réaffirmant leurs droits et obligations en vertu du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, signé le 1^{er} juillet 1968, et leurs engagements en vertu du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, signé le 10 septembre 1996,

Réaffirmant l'intérêt mutuel qu'ils ont de maintenir leurs forces nucléaires indépendantes au plus haut niveau de sûreté et de fiabilité, au moindre coût, et déterminés à coopérer à cette fin dans les domaines industriel, technologique et scientifique,

Désireux d'améliorer encore l'efficacité de leurs forces armées, conformément au Traité de coopération en matière de défense et de sécurité entre la République française et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, signé à Londres le 2 novembre 2010,

Sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1^{er}

Coopération générale

1.1. Les Parties coopèrent dans les domaines suivants, notamment par l'échange d'informations classifiées pertinentes :

- a) la sûreté et la sécurité des armes nucléaires ;
- b) la simulation pour la garantie des armes ;
- c) la lutte contre le terrorisme nucléaire ou radiologique.

1.2. Dans le cadre de la coopération dans ces domaines, les Parties ont décidé de construire et d'exploiter conjointement des installations radiographiques et hydrodynamiques dédiées, ci-après désignées TEUTATES ou « le Programme ». En particulier, les Parties sont convenues :

a) de construire et d'exploiter conjointement une installation radiographique/hydrodynamique en France. Cette installation commune est désignée ci-après TEUTATES EPURE ou « EPURE » ;

b) de coopérer à un programme commun de technologies radiographiques et diagnostiques dans une installation commune au Royaume-Uni, ci-après désignée Centre de développement technologique TEUTATES ou « TDC ». L'objet de cette instal-

lation commune est de produire des travaux de développement pour accompagner l'évolution des technologies utilisées dans l'installation EPURE pendant toute la durée de sa vie opérationnelle.

1.3. D'autres programmes d'intérêt mutuel seront envisagés en temps utile et feront l'objet d'accords distincts en tant que de besoin.

Article 2

Les installations

2.1. L'installation EPURE est construite en France, sur le site de Valduc du Commissariat à l'Energie atomique et aux Energies alternatives – Direction des Applications militaires (CEA-DAM). L'installation TDC est construite au Royaume-Uni sur le site d'Aldermaston de l'*Atomic Weapons Establishment* (AWE).

2.2. Une équipe de projet mixte, des deux Parties, est responsable de la conception, de la construction et de la mise en service des installations conformément à un cahier des charges arrêté d'un commun accord et établi sur la base de la conception préliminaire des deux installations. Les deux installations sont exploitées par des équipes mixtes, sous la supervision d'un comité de pilotage présidé par les « Responsables » du programme, à la seule exception des travaux entrepris au profit de programmes nationaux.

Les opérations dans l'installation EPURE sont menées conformément à la réglementation française, les opérations dans l'installation TDC sont menées conformément à la réglementation britannique.

2.3. Chacune des Parties peut réaliser de façon indépendante dans l'installation EPURE les essais hydrodynamiques indépendants nécessaires à ses programmes nationaux dans les conditions de sûreté et de sécurité requises.

2.4. L'installation TDC permet aux deux Parties d'engager des travaux de développement des technologies relatives aux équipements radiographiques utilisées dans l'installation EPURE pendant sa durée de vie opérationnelle.

2.5. L'utilisation conjointe des installations n'implique pas que tous les travaux menés par les Parties soient partagés. Les deux installations seront conçues pour garantir la sécurité des informations et des opérations nationales propre à chaque Partie.

2.6. Les arrangements détaillés techniques, financiers, administratifs et de sécurité se rapportant à la conception, à la construction, à l'exploitation, à la maintenance, au retrait du service et au démantèlement des installations communes sont fixés dans des « arrangements concernant les installations » distincts et assortis du niveau de classification adéquat, conformément aux dispositions du présent Traité. Les arrangements concernant les installations seront finalisés et arrêtés par les Responsables du Programme au plus tard le 31 mars 2011.

Article 3

Points de contact

3.1. Le Commissariat à l'Énergie atomique et aux Énergies alternatives (CEA), représenté par le Directeur des Applications militaires (DAM), est le point de contact du programme pour la République française. Il assure la coordination avec les autres organismes français amenés à participer à ce programme.

3.2. Le Ministère de la Défense, représenté par le Chief Scientific Advisor, est le point de contact du programme pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. Il assure la coordination avec les autres organismes britanniques amenés à participer à ce programme.

3.3. Le Directeur des Applications militaires et le Chief Scientific Advisor du Ministère britannique de la Défense sont les Responsables du programme. Les Responsables se rencontrent périodiquement, au moins une fois par an, pour passer en revue la mise en œuvre et l'efficacité du programme, approuver les orientations futures et les autres questions relatives au programme.

3.4. Compte tenu du caractère sensible du programme, les Responsables rendent également compte de l'avancement des travaux au Groupe de haut niveau qui définit l'orientation stratégique et assure la surveillance du programme conformément au Traité de Coopération en matière de Défense et de Sécurité entre la République française et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, signé à Londres le 2 novembre 2010.

Article 4

Programme de construction des installations communes

4.1. L'installation EPURE est construite en deux phases. La Phase 1 est constituée de :

a) Un premier pas de tir comprenant une première machine radiographique à hautes performances où des expériences hydrodynamiques sont réalisées.

b) Un hall d'assemblage pour les opérations françaises et toutes les installations annexes associées. Ce hall sera mis en service en 2014 pour répondre aux exigences du programme français.

c) Des travaux préparatoires à la Phase 2, ci-après désignés « Phase 1 étendue ».

4.2. Tous les essais réalisés dans les installations de la Phase 1 le sont à l'intérieur de cuves dûment certifiées.

4.3. La Phase 2 comprend :

a) Les installations d'assemblage et annexes nécessaires, conçues, construites et mises en service en 2016 pour répondre aux exigences du programme britannique.

b) Une deuxième machine radiographique à hautes performances sur le premier pas de tir d'ici 2019.

c) Un deuxième pas de tir avec les capacités de mesure appropriées pour satisfaire les besoins en nombre d'essais à réaliser, ainsi qu'une installation de traitement des déchets d'ici 2022.

d) Une troisième machine radiographique très performante sur le premier pas de tir d'ici 2022.

4.4. L'installation TDC se compose :

a) d'un hall d'assemblage/de développement de la machine radiographique à hautes performances avec une cellule annexe de radiographie par rayons X.

b) de laboratoires pour faciliter l'étude d'équipements de diagnostic laser, électrique et optique.

4.5. Les expériences entreprises dans l'installation TDC n'utilisent pas de matières fissiles.

4.6. L'installation TDC est conçue, construite et mise en service d'ici 2014.

Article 5

Conception et caractéristiques opérationnelles des installations

5.1. L'installation EPURE comprend des zones distinctes selon qu'elles sont dédiées à une utilisation exclusivement nationale ou commune.

5.2. L'installation TDC comprend des zones communes au sein d'une installation commune. A titre exceptionnel, l'installation pourra être configurée pour des travaux uniquement nationaux dans les conditions de sûreté et de sécurité requises.

5.3. Le Commissariat à l'Énergie atomique et aux Énergies alternatives – Direction des Applications militaires, est le propriétaire et l'exploitant nucléaire de l'installation EPURE.

5.4. Le Ministre de la Défense du Royaume-Uni est le propriétaire de l'installation TDC qui est exploitée en son nom par AWE plc ou par toute autre entreprise désignée.

5.5. Sous réserve du paragraphe 5.7 ci-après, le Royaume-Uni bénéficie d'un accès garanti et sans entrave à l'installation EPURE pendant 50 ans ou jusqu'à la date convenue d'un commun accord entre les Parties conformément à l'article 17. La République française bénéficie d'un accès garanti et sans entrave à l'installation TDC pendant 50 ans ou jusqu'à la date convenue d'un commun accord entre les Parties conformément à l'article 17.

5.6. Le Royaume-Uni réalise tous les essais nécessaires à l'appui de son programme national dans l'installation EPURE sans surveillance de la part de la République française, à condition que ces essais soient certifiés par l'autorité de sûreté nucléaire du Royaume-Uni comme étant conformes aux règles de sûreté approuvées pour l'installation et qu'ils n'excèdent pas la capacité de l'installation. De même, la République française réalise tous ses essais nécessaires dans l'installation EPURE sans surveillance de la part du Royaume-Uni et s'assure que ceux-ci soient menés conformément aux règles de sûreté approuvées pour l'installation et qu'ils n'excèdent pas la capacité de l'installation.

5.7. La zone britannique de l'installation EPURE est accessible exclusivement au personnel britannique. L'accès à cette zone est soumis à l'accord préalable de l'autorité de sécurité du Royaume-Uni.

5.8. La zone française de l'installation EPURE est accessible exclusivement au personnel français. L'accès à cette zone est soumis à l'accord préalable de l'autorité de sécurité de la République française.

5.9. L'accès occasionnel de l'une des Parties, pour entreprendre dans l'installation TDC des travaux exclusivement dédiés à son programme national, est soumis à l'accord préalable des Responsables du Programme. Ces travaux sont entrepris dans un environnement respectant les conditions de sûreté et de sécurité et conformément aux règlements de sûreté approuvés.

5.10. Les détails de la gestion opérationnelle des installations EPURE et TDC sont énoncés dans les arrangements concernant les installations.

Article 6

Financement, coûts et bénéfices

6.1. Sous réserve des dispositions des paragraphes 6.2 et 6.3 ci-après, les Parties partagent équitablement tous les coûts et bénéfices financiers résultant de leur participation au programme, y compris tous les coûts administratifs et indirects pertinents. De même, les coûts supplémentaires, les risques ou les modifications apportées aux spécifications techniques agréées concernant les installations couvertes par le présent Traité sont répartis équitablement et conformément aux décisions prises par les Responsables du Programme.

6.2. Les coûts liés à la conception, à la construction, à l'exploitation, à la maintenance, à l'arrêt définitif et au démantèlement des installations TEUTATES sont répartis comme suit :

a) La République française prend en charge les coûts de la Phase 1 de l'installation EPURE.

b) Le Royaume-Uni prend en charge les coûts de l'installation TDC.

A partir du 1^{er} janvier 2015, à l'exception des travaux entrepris exclusivement dans le cadre de programmes nationaux, les Parties partagent à parts égales les coûts et les bénéfices résultant de leur participation au programme commun, y compris tous les coûts administratifs et indirects associés.

6.3. Des détails plus précis sur le partage des coûts entre les Parties sont précisés dans les arrangements concernant les installations.

Article 7

Conditions d'emploi

Des arrangements mutuels sont convenus entre les Parties pour couvrir les conditions d'emploi applicables au personnel qu'elles détachent pour travailler dans l'installation EPURE ou dans l'installation TDC selon le cas. Le principe qui sous-tend ces arrangements est que le personnel reste soumis au droit du travail de sa nationalité.

Article 8

Sûreté

8.1. L'autorité de sûreté de l'installation EPURE est l'autorité de sûreté française chargée de toutes les applications nucléaires de défense, le « Délégué à la sûreté nucléaire et à la radioprotection pour les activités intéressant la défense (DSND) » et les règlements français sont applicables à l'installation EPURE. Les règlements du Royaume-Uni s'appliquent à l'installation TDC.

8.2. L'autorité de sûreté française reconnaît comme exploitant nucléaire le Commissariat à l'Énergie atomique et aux Énergies alternatives, représenté par le Directeur du site de Valduc du CEA, qui est juridiquement responsable de l'installation EPURE et de son exploitation devant l'autorité de sûreté nucléaire.

8.3. Un arrangement de sûreté est conclu entre le CEA-DAM et le Ministère de la Défense du Royaume-Uni pour permettre au CEA-DAM de s'assurer que les normes de sûreté françaises sont respectées lors des opérations menées par le Royaume-Uni dans l'installation EPURE. Des inspections mixtes de sûreté sont menées par les autorités de sûreté française et britannique. La République française fournit au Royaume-Uni toutes les informations concernant ses règlements. Réciproquement, des arrangements mutuels sont conclus pour les opérations françaises menées dans l'installation TDC conformément aux règlements de sûreté du Royaume-Uni.

8.4. Des détails plus précis sur la gestion de la sûreté des installations sont énoncés dans les arrangements concernant les installations.

8.5. La réglementation applicable de l'une des Parties ne saurait être changée pendant toute la durée du présent Traité sans consultation préalable de l'autre Partie.

Article 9

Autres accords nucléaires de défense et de sécurité

Les dispositions du présent Traité n'affectent pas les droits ou obligations de chacune des Parties en vertu d'autres accords nucléaires auxquels elles sont Parties.

Article 10

Déchets

10.1. Les déchets provenant des essais et expériences demeurent la propriété et la responsabilité du pays d'origine. Sauf accord contraire, les déchets provenant des essais réalisés par le Royaume-Uni dans l'installation EPURE demeurent la propriété du Royaume-Uni auquel ils sont restitués après traitement et conditionnement. De même, les déchets provenant des opérations françaises dans l'installation TDC demeurent la propriété de la République française à qui ils sont restitués, sauf accord contraire.

10.2. Des détails plus précis sur la gestion des déchets sont énoncés dans les arrangements concernant les installations.

Article 11

Transport

11.1. En ce qui concerne les déplacements aériens, les composants des systèmes à expérimenter ou les colis transportés par un aéronef agréé par le Royaume-Uni, entre des bases aériennes britanniques et françaises, sont acheminés conformément aux règlements nucléaires britanniques applicables en matière d'aviation militaire et de nucléaire de défense.

11.2. La sûreté du transport aérien des composants des systèmes à expérimenter du Royaume-Uni relève de la responsabilité du Royaume-Uni lors du survol du territoire britannique, y compris ses eaux territoriales et des eaux internationales, et de la responsabilité de la République française lors du survol du territoire français, y compris ses eaux territoriales.

11.3. La responsabilité civile pour les dommages causés en lien avec le transport aérien des composants des systèmes à expérimenter relève du Royaume-Uni jusqu'à ce que le colis soit transféré aux représentants de la République française sur la base aérienne militaire française. Lors du retour au Royaume-Uni, celui-ci assume la responsabilité une fois que le colis est placé sous la garde du représentant du Royaume-Uni. Toutefois, la responsabilité civile du Royaume-Uni est limitée si celle-ci est imputable à une négligence ou à une violation des obligations légales, des règlements ou des procédures par les services de contrôle aérien de la République française.

11.4. Les composants et matières utilisés dans l'installation TDC sont transportés par un aéronef agréé par la République française entre une base aérienne militaire française et une base aérienne militaire au Royaume-Uni, conformément aux règlements de l'aviation militaire française.

11.5. La sûreté du transport aérien des colis de matériels français vers le Royaume-Uni relève de la responsabilité de la République française lors du survol du territoire français, y compris ses eaux territoriales et des eaux internationales, et de la responsabilité du Royaume-Uni lors du survol du territoire britannique, y compris ses eaux territoriales.

11.6. La responsabilité civile pour les dommages causés en lien avec le transport aérien de colis de matériels relève de la République française jusqu'à ce que le colis soit transféré aux représentants du Royaume-Uni sur la base aérienne militaire britannique. Lors du retour en France, celle-ci assume la responsabilité une fois que le colis est placé sous la garde du représentant français. Toutefois, la responsabilité civile de la République française est limitée si celle-ci est imputable à une négligence ou à une violation des obligations légales, des règlements ou des procédures par les services de contrôle aérien du Royaume-Uni.

11.7. Des détails plus précis sur le transport des composants des essais et des envois de matières sont énoncés dans les arrangements concernant les installations.

Article 12

Informations exclusives

12.1. Les Parties concluent des arrangements en vue de l'échange d'informations, notamment d'informations classifiées, aux fins de la coopération en vertu du présent Traité, sous réserve des dispositions de l'Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord concernant la protection réciproque des informations classifiées, signé à Londres le 27 mars 2008, ou de tout accord ultérieur. En vertu de ces arrangements, les informations fournies par l'une des Parties à l'autre Partie ne peuvent être utilisées qu'aux fins pour lesquelles elles ont été fournies.

12.2. En ce qui concerne les informations pour lesquelles il existe des droits de propriété intellectuelle, aucune disposition du présent Traité n'autorise ni ne régit la communication, l'utilisation, l'échange ou la divulgation d'informations, classifiées ou non, pour lesquelles il existe des droits de propriété intellectuelle, sauf si l'autorisation écrite spécifique du propriétaire desdits droits a été obtenue, qu'il s'agisse d'une Partie au présent Traité ou d'une tierce partie.

Article 13

Responsabilité

13.1. En cas de dommage causé à des biens, ou de blessure ou de décès résultant d'un acte ou d'une omission volontaire ou d'une négligence grave de l'une des Parties, de son personnel ou de ses agents, ladite Partie est pleinement responsable de la satisfaction ou du traitement de toute demande d'indemnisation en résultant.

13.2. Dans les cas non couverts par le paragraphe 13.1, la responsabilité en cas de blessure ou de dommage causé à des biens résultant d'opérations britanniques menées par le per-

sonnel britannique soit dans la zone du Royaume-Uni, soit dans les zones communes de l'installation EPURE ou dans l'installation TDC, relève du Royaume-Uni exclusivement. Toutefois, cette responsabilité est limitée si l'incident ou le dommage est imputable à une négligence ou à une violation des obligations légales, des règlements ou des procédures par le personnel français apportant son soutien et ses services aux opérations du Royaume-Uni.

13.3. La responsabilité en cas de blessure ou de dommage causé à des biens résultant d'opérations communes menées par la République française et par le Royaume-Uni dans la zone commune de l'installation EPURE ou dans l'installation TDC relève conjointement de la République française et du Royaume-Uni.

13.4. Dans les cas non couverts par le paragraphe 13.1, la responsabilité en cas de blessure ou de dommage causé à des biens résultant d'opérations françaises menées par le personnel français soit dans la zone française, soit dans les zones communes de l'installation EPURE ou dans l'installation TDC relève de la République française exclusivement. Toutefois, cette responsabilité est limitée si l'incident ou le dommage est imputable à une négligence ou à une violation des obligations légales, des règlements ou des procédures par le personnel britannique apportant son soutien et ses services aux opérations de la République française.

13.5. La responsabilité civile pour des dommages nucléaires résultant d'opérations menées dans l'installation EPURE, quelle que soit la zone concernée dans l'installation, relève du Commissariat à l'Énergie atomique et aux Énergies alternatives, en sa qualité d'exploitant nucléaire, conformément à la législation française et à la Convention de Paris sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire. Toutefois, le Commissariat à l'Énergie atomique et aux Énergies alternatives dispose d'un droit de recours à l'encontre du Royaume-Uni si l'incident ou le dommage est imputable à une négligence ou à une violation des obligations légales, des règlements ou des procédures par le personnel du Royaume-Uni.

Article 14

Conception, construction, maintenance, arrêt définitif et démantèlement des installations

Conformément aux législations européennes et nationales, les entreprises françaises et britanniques et européennes bénéficient des mêmes possibilités de soumissionner à tous les contrats liés à l'installation TDC ou à la Phase 2 de l'installation EPURE.

Article 15

Langue

15.1. Le français et l'anglais sont utilisés comme langues communes des installations communes et ont la même valeur.

15.2. Tous les documents agréés concernant la conception, la construction, l'exploitation, la gestion et l'arrêt définitif des deux installations doivent être rédigés en français et en anglais, et ils ont la même valeur.

Article 16

Règlement des différends

Tout différend relatif à l'interprétation ou l'application des dispositions du présent Traité est, dans la mesure du possible, réglé par voie de consultations entre les Parties. Si un différend ne peut être réglé par voie de consultations, les Parties peuvent décider de s'en remettre à un mécanisme de règlement des différends. Les Parties décident du mécanisme adéquat.

Article 17

Durée

Le présent Traité reste en vigueur pendant tout le cycle de vie des installations, y compris durant les périodes de remise à niveau. Le cycle de vie total (y compris la conception, la construction, l'exploitation, l'arrêt définitif et le démantèlement) des deux installations est de 50 ans ou au-delà à une date convenue d'un commun accord entre les Parties.

Article 18

Retrait ou dénonciation

18.1. A la suite de la réception des approbations définitives de l'investissement national autorisant le lancement de la Phase 2 de l'installation EPURE, chacune des Parties peut, moyennant un préavis de 10 ans, se retirer du présent Traité, sauf en cas d'obligations conflictuelles entre traités futurs pouvant survenir pour l'une des Parties. Dans ce cas, cette Partie peut se retirer moyennant un préavis d'un an.

18.2. Sous réserve des dispositions qui précèdent, si le Royaume-Uni se retire du présent Traité au cours de la période d'exploitation de l'installation EPURE, la République française aura la pleine utilisation opérationnelle et le Royaume-Uni devra payer pour son démantèlement *pro rata temporis* à la fin de sa vie opérationnelle. Si la République française se retire de l'installation TDC au cours de la période d'exploitation de cette installation, le Royaume-Uni en aura la pleine utilisation opérationnelle et la République française devra payer pour son démantèlement *pro rata temporis*.

18.3. Si la République française se retire de l'installation EPURE durant les 25 années suivant l'entrée en vigueur du présent Traité, le Royaume-Uni pourra récupérer la totalité du capital qu'il aura investi dans l'installation. La même règle est applicable si le Royaume-Uni se retire de l'installation TDC.

Article 19

Amendements

Le présent Traité peut être amendé à tout moment par écrit d'un commun accord entre les Parties.

Article 20

Entrée en vigueur

Le présent Traité entre en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant le dépôt du dernier des deux instruments de ratification.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés par leur gouvernement respectif, ont signé le présent Traité.

Fait à Londres le 2 novembre 2010, en double exemplaire, en langues française et anglaise, les deux textes faisant également foi.

Pour la République française :
Le Président de la République,
NICOLAS SARKOZY

Pour le Royaume-Uni
de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord :
Le Premier ministre,
DAVID CAMERON

Le Premier ministre,
FRANÇOIS FILLON

Le ministre des affaires étrangères
et européennes,
BERNARD KOUCHNER

Le ministre de la défense,
HERVÉ MORIN

TRAITÉ

entre la République française

et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne

et d'Irlande du Nord

relatif à des installations radiographiques

et hydrodynamiques communes,

signé à Londres, le 2 novembre 2010

T R A I T É
entre la République française
et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord
relatif à des installations radiographiques
et hydrodynamiques communes

La République française et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, ci-après désignés « les Parties »,

Conscients de leurs intérêts de défense communs et de l'importance de la dissuasion nucléaire, qui est un élément clé de leurs stratégies de défense nationales et alliées, et ayant à l'esprit qu'ils n'envisagent pas de situation dans laquelle les intérêts vitaux de l'une des Parties pourraient être menacés sans que ceux de l'autre le soient aussi,

Déterminés à ne maintenir qu'une capacité nucléaire minimale crédible, cohérente avec le contexte stratégique et de sécurité de leurs engagements en vertu de l'article 5 du Traité de l'Atlantique Nord, signé à Washington le 4 avril 1949, et considérant que leurs forces nucléaires contribuent à la sécurité de l'Europe dans son ensemble,

Réaffirmant leurs droits et obligations en vertu du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, signé le 1^{er} juillet 1968, et leurs engagements en vertu du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, signé le 10 septembre 1996,

Réaffirmant l'intérêt mutuel qu'ils ont de maintenir leurs forces nucléaires indépendantes au plus haut niveau de sûreté et de fiabilité, au moindre coût, et déterminés à coopérer à cette fin dans les domaines industriel, technologique et scientifique,

Désireux d'améliorer encore l'efficacité de leurs forces armées, conformément au Traité de coopération en matière de défense et de sécurité entre la République française et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, signé à Londres le 2 novembre 2010,

Sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1^{er}

Coopération générale

1.1. Les Parties coopèrent dans les domaines suivants, notamment par l'échange d'informations classifiées pertinentes :

- a) la sûreté et la sécurité des armes nucléaires ;
- b) la simulation pour la garantie des armes ;
- c) la lutte contre le terrorisme nucléaire ou radiologique.

1.2. Dans le cadre de la coopération dans ces domaines, les Parties ont décidé de construire et d'exploiter conjointement des installations radiographiques et hydrodynamiques dédiées, ci-après désignées TEUTATES ou « le Programme ». En particulier, les Parties sont convenues :

a) de construire et d'exploiter conjointement une installation radiographique/hydrodynamique en France. Cette installation commune est désignée ci-après TEUTATES EPURE ou « EPURE » ;

b) de coopérer à un programme commun de technologies radiographiques et diagnostiques dans une installation commune au Royaume-Uni, ci-après désignée Centre de développement technologique TEUTATES ou « TDC ». L'objet de cette instal-

lation commune est de produire des travaux de développement pour accompagner l'évolution des technologies utilisées dans l'installation EPURE pendant toute la durée de sa vie opérationnelle.

1.3. D'autres programmes d'intérêt mutuel seront envisagés en temps utile et feront l'objet d'accords distincts en tant que de besoin.

Article 2

Les installations

2.1. L'installation EPURE est construite en France, sur le site de Valduc du Commissariat à l'Energie atomique et aux Energies alternatives – Direction des Applications militaires (CEA-DAM). L'installation TDC est construite au Royaume-Uni sur le site d'Aldermaston de l'*Atomic Weapons Establishment* (AWE).

2.2. Une équipe de projet mixte, des deux Parties, est responsable de la conception, de la construction et de la mise en service des installations conformément à un cahier des charges arrêté d'un commun accord et établi sur la base de la conception préliminaire des deux installations. Les deux installations sont exploitées par des équipes mixtes, sous la supervision d'un comité de pilotage présidé par les « Responsables » du programme, à la seule exception des travaux entrepris au profit de programmes nationaux.

Les opérations dans l'installation EPURE sont menées conformément à la réglementation française, les opérations dans l'installation TDC sont menées conformément à la réglementation britannique.

2.3. Chacune des Parties peut réaliser de façon indépendante dans l'installation EPURE les essais hydrodynamiques indépendants nécessaires à ses programmes nationaux dans les conditions de sûreté et de sécurité requises.

2.4. L'installation TDC permet aux deux Parties d'engager des travaux de développement des technologies relatives aux équipements radiographiques utilisées dans l'installation EPURE pendant sa durée de vie opérationnelle.

2.5. L'utilisation conjointe des installations n'implique pas que tous les travaux menés par les Parties soient partagés. Les deux installations seront conçues pour garantir la sécurité des informations et des opérations nationales propre à chaque Partie.

2.6. Les arrangements détaillés techniques, financiers, administratifs et de sécurité se rapportant à la conception, à la construction, à l'exploitation, à la maintenance, au retrait du service et au démantèlement des installations communes sont fixés dans des « arrangements concernant les installations » distincts et assortis du niveau de classification adéquat, conformément aux dispositions du présent Traité. Les arrangements concernant les installations seront finalisés et arrêtés par les Responsables du Programme au plus tard le 31 mars 2011.

Article 3

Points de contact

3.1. Le Commissariat à l'Energie atomique et aux Energies alternatives (CEA), représenté par le Directeur des Applications militaires (DAM), est le point de contact du programme pour la République française. Il assure la coordination avec les autres organismes français amenés à participer à ce programme.

3.2. Le Ministère de la Défense, représenté par le Chief Scientific Advisor, est le point de contact du programme pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. Il assure la coordination avec les autres organismes britanniques amenés à participer à ce programme.

3.3. Le Directeur des Applications militaires et le Chief Scientific Advisor du Ministère britannique de la Défense sont les Responsables du programme. Les Responsables se rencontrent périodiquement, au moins une fois par an, pour passer en revue la mise en œuvre et l'efficacité du programme, approuver les orientations futures et les autres questions relatives au programme.

3.4. Compte tenu du caractère sensible du programme, les Responsables rendent également compte de l'avancement des travaux au Groupe de haut niveau qui définit l'orientation stratégique et assure la surveillance du programme conformément au Traité de Coopération en matière de Défense et de Sécurité entre la République française et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, signé à Londres le 2 novembre 2010.

Article 4

Programme de construction des installations communes

4.1. L'installation EPURE est construite en deux phases. La Phase 1 est constituée de :

a) Un premier pas de tir comprenant une première machine radiographique à hautes performances où des expériences hydrodynamiques sont réalisées.

b) Un hall d'assemblage pour les opérations françaises et toutes les installations annexes associées. Ce hall sera mis en service en 2014 pour répondre aux exigences du programme français.

c) Des travaux préparatoires à la Phase 2, ci-après désignés « Phase 1 étendue ».

4.2. Tous les essais réalisés dans les installations de la Phase 1 le sont à l'intérieur de cuves dûment certifiées.

4.3. La Phase 2 comprend :

a) Les installations d'assemblage et annexes nécessaires, conçues, construites et mises en service en 2016 pour répondre aux exigences du programme britannique.

b) Une deuxième machine radiographique à hautes performances sur le premier pas de tir d'ici 2019.

c) Un deuxième pas de tir avec les capacités de mesure appropriées pour satisfaire les besoins en nombre d'essais à réaliser, ainsi qu'une installation de traitement des déchets d'ici 2022.

d) Une troisième machine radiographique très performante sur le premier pas de tir d'ici 2022.

4.4. L'installation TDC se compose :

a) d'un hall d'assemblage/de développement de la machine radiographique à hautes performances avec une cellule annexe de radiographie par rayons X.

b) de laboratoires pour faciliter l'étude d'équipements de diagnostic laser, électrique et optique.

4.5. Les expériences entreprises dans l'installation TDC n'utilisent pas de matières fissiles.

4.6. L'installation TDC est conçue, construite et mise en service d'ici 2014.

Article 5

Conception et caractéristiques opérationnelles des installations

5.1. L'installation EPURE comprend des zones distinctes selon qu'elles sont dédiées à une utilisation exclusivement nationale ou commune.

5.2. L'installation TDC comprend des zones communes au sein d'une installation commune. A titre exceptionnel, l'installation pourra être configurée pour des travaux uniquement nationaux dans les conditions de sûreté et de sécurité requises.

5.3. Le Commissariat à l'Energie atomique et aux Energies alternatives – Direction des Applications militaires, est le propriétaire et l'exploitant nucléaire de l'installation EPURE.

5.4. Le Ministre de la Défense du Royaume-Uni est le propriétaire de l'installation TDC qui est exploitée en son nom par AWE plc ou par toute autre entreprise désignée.

5.5. Sous réserve du paragraphe 5.7 ci-après, le Royaume-Uni bénéficie d'un accès garanti et sans entrave à l'installation EPURE pendant 50 ans ou jusqu'à la date convenue d'un commun accord entre les Parties conformément à l'article 17. La République française bénéficie d'un accès garanti et sans entrave à l'installation TDC pendant 50 ans ou jusqu'à la date convenue d'un commun accord entre les Parties conformément à l'article 17.

5.6. Le Royaume-Uni réalise tous les essais nécessaires à l'appui de son programme national dans l'installation EPURE sans surveillance de la part de la République française, à condition que ces essais soient certifiés par l'autorité de sûreté nucléaire du Royaume-Uni comme étant conformes aux règles de sûreté approuvées pour l'installation et qu'ils n'excèdent pas la capacité de l'installation. De même, la République française réalise tous ses essais nécessaires dans l'installation EPURE sans surveillance de la part du Royaume-Uni et s'assure que ceux-ci soient menés conformément aux règles de sûreté approuvées pour l'installation et qu'ils n'excèdent pas la capacité de l'installation.

5.7. La zone britannique de l'installation EPURE est accessible exclusivement au personnel britannique. L'accès à cette zone est soumis à l'accord préalable de l'autorité de sécurité du Royaume-Uni.

5.8. La zone française de l'installation EPURE est accessible exclusivement au personnel français. L'accès à cette zone est soumis à l'accord préalable de l'autorité de sécurité de la République française.

5.9. L'accès occasionnel de l'une des Parties, pour entreprendre dans l'installation TDC des travaux exclusivement dédiés à son programme national, est soumis à l'accord préalable des Responsables du Programme. Ces travaux sont entrepris dans un environnement respectant les conditions de sûreté et de sécurité et conformément aux règlements de sûreté approuvés.

5.10. Les détails de la gestion opérationnelle des installations EPURE et TDC sont énoncés dans les arrangements concernant les installations.

Article 6

Financement, coûts et bénéfices

6.1. Sous réserve des dispositions des paragraphes 6.2 et 6.3 ci-après, les Parties partagent équitablement tous les coûts et bénéfices financiers résultant de leur participation au programme, y compris tous les coûts administratifs et indirects pertinents. De même, les coûts supplémentaires, les risques ou les modifications apportées aux spécifications techniques agréées concernant les installations couvertes par le présent Traité sont répartis équitablement et conformément aux décisions prises par les Responsables du Programme.

6.2. Les coûts liés à la conception, à la construction, à l'exploitation, à la maintenance, à l'arrêt définitif et au démantèlement des installations TEUTATES sont répartis comme suit :

a) La République française prend en charge les coûts de la Phase 1 de l'installation EPURE.

b) Le Royaume-Uni prend en charge les coûts de l'installation TDC.

A partir du 1^{er} janvier 2015, à l'exception des travaux entrepris exclusivement dans le cadre de programmes nationaux, les Parties partagent à parts égales les coûts et les bénéfices résultant de leur participation au programme commun, y compris tous les coûts administratifs et indirects associés.

6.3. Des détails plus précis sur le partage des coûts entre les Parties sont précisés dans les arrangements concernant les installations.

Article 7

Conditions d'emploi

Des arrangements mutuels sont convenus entre les Parties pour couvrir les conditions d'emploi applicables au personnel qu'elles détachent pour travailler dans l'installation EPURE ou dans l'installation TDC selon le cas. Le principe qui sous-tend ces arrangements est que le personnel reste soumis au droit du travail de sa nationalité.

Article 8

Sûreté

8.1. L'autorité de sûreté de l'installation EPURE est l'autorité de sûreté française chargée de toutes les applications nucléaires de défense, le « Délégué à la sûreté nucléaire et à la radioprotection pour les activités intéressant la défense (DSND) » et les règlements français sont applicables à l'installation EPURE. Les règlements du Royaume-Uni s'appliquent à l'installation TDC.

8.2. L'autorité de sûreté française reconnaît comme exploitant nucléaire le Commissariat à l'Énergie atomique et aux Énergies alternatives, représenté par le Directeur du site de Valduc du CEA, qui est juridiquement responsable de l'installation EPURE et de son exploitation devant l'autorité de sûreté nucléaire.

8.3. Un arrangement de sûreté est conclu entre le CEA-DAM et le Ministère de la Défense du Royaume-Uni pour permettre au CEA-DAM de s'assurer que les normes de sûreté françaises sont respectées lors des opérations menées par le Royaume-Uni dans l'installation EPURE. Des inspections mixtes de sûreté sont menées par les autorités de sûreté française et britannique. La République française fournit au Royaume-Uni toutes les informations concernant ses règlements. Réciproquement, des arrangements mutuels sont conclus pour les opérations françaises menées dans l'installation TDC conformément aux règlements de sûreté du Royaume-Uni.

8.4. Des détails plus précis sur la gestion de la sûreté des installations sont énoncés dans les arrangements concernant les installations.

8.5. La réglementation applicable de l'une des Parties ne saurait être changée pendant toute la durée du présent Traité sans consultation préalable de l'autre Partie.

Article 9

Autres accords nucléaires de défense et de sécurité

Les dispositions du présent Traité n'affectent pas les droits ou obligations de chacune des Parties en vertu d'autres accords nucléaires auxquels elles sont Parties.

Article 10

Déchets

10.1. Les déchets provenant des essais et expériences demeurent la propriété et la responsabilité du pays d'origine. Sauf accord contraire, les déchets provenant des essais réalisés par le Royaume-Uni dans l'installation EPURE demeurent la propriété du Royaume-Uni auquel ils sont restitués après traitement et conditionnement. De même, les déchets provenant des opérations françaises dans l'installation TDC demeurent la propriété de la République française à qui ils sont restitués, sauf accord contraire.

10.2. Des détails plus précis sur la gestion des déchets sont énoncés dans les arrangements concernant les installations.

Article 11

Transport

11.1. En ce qui concerne les déplacements aériens, les composants des systèmes à expérimenter ou les colis transportés par un aéronef agréé par le Royaume-Uni, entre des bases aériennes britanniques et françaises, sont acheminés conformément aux règlements nucléaires britanniques applicables en matière d'aviation militaire et de nucléaire de défense.

11.2. La sûreté du transport aérien des composants des systèmes à expérimenter du Royaume-Uni relève de la responsabilité du Royaume-Uni lors du survol du territoire britannique, y compris ses eaux territoriales et des eaux internationales, et de la responsabilité de la République française lors du survol du territoire français, y compris ses eaux territoriales.

11.3. La responsabilité civile pour les dommages causés en lien avec le transport aérien des composants des systèmes à expérimenter relève du Royaume-Uni jusqu'à ce que le colis soit transféré aux représentants de la République française sur la base aérienne militaire française. Lors du retour au Royaume-Uni, celui-ci assume la responsabilité une fois que le colis est placé sous la garde du représentant du Royaume-Uni. Toutefois, la responsabilité civile du Royaume-Uni est limitée si celle-ci est imputable à une négligence ou à une violation des obligations légales, des règlements ou des procédures par les services de contrôle aérien de la République française.

11.4. Les composants et matières utilisés dans l'installation TDC sont transportés par un aéronef agréé par la République française entre une base aérienne militaire française et une base aérienne militaire au Royaume-Uni, conformément aux règlements de l'aviation militaire française.

11.5. La sûreté du transport aérien des colis de matériels français vers le Royaume-Uni relève de la responsabilité de la République française lors du survol du territoire français, y compris ses eaux territoriales et des eaux internationales, et de la responsabilité du Royaume-Uni lors du survol du territoire britannique, y compris ses eaux territoriales.

11.6. La responsabilité civile pour les dommages causés en lien avec le transport aérien de colis de matériels relève de la République française jusqu'à ce que le colis soit transféré aux représentants du Royaume-Uni sur la base aérienne militaire britannique. Lors du retour en France, celle-ci assume la responsabilité une fois que le colis est placé sous la garde du représentant français. Toutefois, la responsabilité civile de la République française est limitée si celle-ci est imputable à une négligence ou à une violation des obligations légales, des règlements ou des procédures par les services de contrôle aérien du Royaume-Uni.

11.7. Des détails plus précis sur le transport des composants des essais et des envois de matières sont énoncés dans les arrangements concernant les installations.

Article 12

Informations exclusives

12.1. Les Parties concluent des arrangements en vue de l'échange d'informations, notamment d'informations classifiées, aux fins de la coopération en vertu du présent Traité, sous réserve des dispositions de l'Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord concernant la protection réciproque des informations classifiées, signé à Londres le 27 mars 2008, ou de tout accord ultérieur. En vertu de ces arrangements, les informations fournies par l'une des Parties à l'autre Partie ne peuvent être utilisées qu'aux fins pour lesquelles elles ont été fournies.

12.2. En ce qui concerne les informations pour lesquelles il existe des droits de propriété intellectuelle, aucune disposition du présent Traité n'autorise ni ne régit la communication, l'utilisation, l'échange ou la divulgation d'informations, classifiées ou non, pour lesquelles il existe des droits de propriété intellectuelle, sauf si l'autorisation écrite spécifique du propriétaire desdits droits a été obtenue, qu'il s'agisse d'une Partie au présent Traité ou d'une tierce partie.

Article 13

Responsabilité

13.1. En cas de dommage causé à des biens, ou de blessure ou de décès résultant d'un acte ou d'une omission volontaire ou d'une négligence grave de l'une des Parties, de son personnel ou de ses agents, ladite Partie est pleinement responsable de la satisfaction ou du traitement de toute demande d'indemnisation en résultant.

13.2. Dans les cas non couverts par le paragraphe 13.1, la responsabilité en cas de blessure ou de dommage causé à des biens résultant d'opérations britanniques menées par le per-

sonnel britannique soit dans la zone du Royaume-Uni, soit dans les zones communes de l'installation EPURE ou dans l'installation TDC, relève du Royaume-Uni exclusivement. Toutefois, cette responsabilité est limitée si l'incident ou le dommage est imputable à une négligence ou à une violation des obligations légales, des règlements ou des procédures par le personnel français apportant son soutien et ses services aux opérations du Royaume-Uni.

13.3. La responsabilité en cas de blessure ou de dommage causé à des biens résultant d'opérations communes menées par la République française et par le Royaume-Uni dans la zone commune de l'installation EPURE ou dans l'installation TDC relève conjointement de la République française et du Royaume-Uni.

13.4. Dans les cas non couverts par le paragraphe 13.1, la responsabilité en cas de blessure ou de dommage causé à des biens résultant d'opérations françaises menées par le personnel français soit dans la zone française, soit dans les zones communes de l'installation EPURE ou dans l'installation TDC relève de la République française exclusivement. Toutefois, cette responsabilité est limitée si l'incident ou le dommage est imputable à une négligence ou à une violation des obligations légales, des règlements ou des procédures par le personnel britannique apportant son soutien et ses services aux opérations de la République française.

13.5. La responsabilité civile pour des dommages nucléaires résultant d'opérations menées dans l'installation EPURE, quelle que soit la zone concernée dans l'installation, relève du Commissariat à l'Énergie atomique et aux Énergies alternatives, en sa qualité d'exploitant nucléaire, conformément à la législation française et à la Convention de Paris sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire. Toutefois, le Commissariat à l'Énergie atomique et aux Énergies alternatives dispose d'un droit de recours à l'encontre du Royaume-Uni si l'incident ou le dommage est imputable à une négligence ou à une violation des obligations légales, des règlements ou des procédures par le personnel du Royaume-Uni.

Article 14

Conception, construction, maintenance, arrêt définitif et démantèlement des installations

Conformément aux législations européennes et nationales, les entreprises françaises et britanniques et européennes bénéficient des mêmes possibilités de soumissionner à tous les contrats liés à l'installation TDC ou à la Phase 2 de l'installation EPURE.

Article 15

Langue

15.1. Le français et l'anglais sont utilisés comme langues communes des installations communes et ont la même valeur.

15.2. Tous les documents agréés concernant la conception, la construction, l'exploitation, la gestion et l'arrêt définitif des deux installations doivent être rédigés en français et en anglais, et ils ont la même valeur.

Article 16

Règlement des différends

Tout différend relatif à l'interprétation ou l'application des dispositions du présent Traité est, dans la mesure du possible, réglé par voie de consultations entre les Parties. Si un différend ne peut être réglé par voie de consultations, les Parties peuvent décider de s'en remettre à un mécanisme de règlement des différends. Les Parties décident du mécanisme adéquat.

Article 17

Durée

Le présent Traité reste en vigueur pendant tout le cycle de vie des installations, y compris durant les périodes de remise à niveau. Le cycle de vie total (y compris la conception, la construction, l'exploitation, l'arrêt définitif et le démantèlement) des deux installations est de 50 ans ou au-delà à une date convenue d'un commun accord entre les Parties.

Article 18

Retrait ou dénonciation

18.1. A la suite de la réception des approbations définitives de l'investissement national autorisant le lancement de la Phase 2 de l'installation EPURE, chacune des Parties peut, moyennant un préavis de 10 ans, se retirer du présent Traité, sauf en cas d'obligations conflictuelles entre traités futurs pouvant survenir pour l'une des Parties. Dans ce cas, cette Partie peut se retirer moyennant un préavis d'un an.

18.2. Sous réserve des dispositions qui précèdent, si le Royaume-Uni se retire du présent Traité au cours de la période d'exploitation de l'installation EPURE, la République française aura la pleine utilisation opérationnelle et le Royaume-Uni devra payer pour son démantèlement *pro rata temporis* à la fin de sa vie opérationnelle. Si la République française se retire de l'installation TDC au cours de la période d'exploitation de cette installation, le Royaume-Uni en aura la pleine utilisation opérationnelle et la République française devra payer pour son démantèlement *pro rata temporis*.

18.3. Si la République française se retire de l'installation EPURE durant les 25 années suivant l'entrée en vigueur du présent Traité, le Royaume-Uni pourra récupérer la totalité du capital qu'il aura investi dans l'installation. La même règle est applicable si le Royaume-Uni se retire de l'installation TDC.

Article 19

Amendements

Le présent Traité peut être amendé à tout moment par écrit d'un commun accord entre les Parties.

Article 20

Entrée en vigueur

Le présent Traité entre en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant le dépôt du dernier des deux instruments de ratification.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés par leur gouvernement respectif, ont signé le présent Traité.

Fait à Londres le 2 novembre 2010, en double exemplaire, en langues française et anglaise, les deux textes faisant également foi.

Pour la République française :
Le Président de la République,
NICOLAS SARKOZY

Pour le Royaume-Uni
de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord :
Le Premier ministre,
DAVID CAMERON

Le Premier ministre,
FRANÇOIS FILLON

*Le ministre des affaires étrangères
et européennes,*
BERNARD KOUCHNER

Le ministre de la défense,
HERVÉ MORIN